



EUTM RCA : nouvelle mission PSDC en République centrafricaine

ANTOINE FERON
PhD Candidate
Université catholique de Louvain

Mi-juillet 2016, l'Union européenne a déployé une nouvelle mission PSDC en République centrafricaine intitulée EUTM RCA. L'objectif de l'opération est de former l'armée centrafricaine, après la crise sécuritaire et humanitaire qui a ravagé le pays. Troisième opération PSDC en Centrafrique depuis la crise de 2013, EUTM RCA est également la troisième opération PSDC chargée de la formation d'armée africaine, après EUTM Somalie depuis 2010 et EUTM Mali depuis 2013.

CRISE SÉCURITAIRE ET HUMANITAIRE EN RCA

La République centrafricaine est pire qu'un État failli, c'est un [État fantôme](#) ayant perdu toute capacité institutionnelle significative. Grand comme la France et la Belgique réunies, pour une population d'environ 4,5 millions d'habitants, l'État centrafricain s'est replié sur Bangui, sa capitale. Depuis la fin des années 1990, le pays est sujet à une instabilité chronique. Rébellions, mutineries, coups d'État se succèdent tandis que le banditisme et les trafics en tout genre se multiplient. Partant, la Centrafrique figure en queue de peloton de tous les indicateurs internationaux. Au centre du continent africain, la Centrafrique se situe à la périphérie de la

périphérie. Son isolement est de surcroît aggravé par son environnement régional, marqué par des frontières poreuses et des conflits.

En 2013, la rébellion Seleka chasse sans coup férir le président Bozizé du pouvoir. Michel Djotodia, leader de la Seleka, s'auto-proclame président, mais son nouveau régime peine à exister. Son autorité sur la Seleka s'amenuise. Cette dernière n'apparaît alors que comme une confédération lâche de groupes armés vivant sur la population. Bien qu'unis par l'Islam, ces groupes ne sont pas porteurs d'une revendication religieuse. En représailles, des groupes d'auto-défense chrétiens se constituent sous la bannière des Anti-Balaka. À la violence de la prédation économique s'ajoute alors celle de la communautarisation des affrontements. Le pays s'enfonce dans un cycle de représailles indiscriminées menant à une crise humanitaire sévère.

Alors que les voisins de la Centrafrique se révèlent incapables de gérer la crise, que l'Union africaine tarde à intervenir, la France déploie dans l'urgence l'opération Sangaris en décembre 2013. En effet, les massacres de la Seleka et des anti-Balakas dégénèrent, particulièrement à Bangui. Sangaris est rejointe plus

tard par des troupes de l'Union africaine, qui passent ensuite sous mandat onusien. Les deux opérations atténuent la crise sécuritaire, mais la situation demeure explosive. Au niveau politique, Djotodia est évincé par les chefs d'État de la CEEAC. Ils le remplacent par la maire de Bangui, chargée d'assurer une transition jusqu'aux élections. Au terme d'un mandat contesté et contestable, la présidente de transition cède sa place à Faustin Archange Touadéra en mars 2016, élu président par les citoyens centrafricains. Pour d'aucuns, le rétablissement de l'ordre constitutionnel marque la fin de la crise bien que les défis politiques, sécuritaires, administratifs et économiques soient nombreux. Après la crise, l'État centrafricain est à reconstruire, voire à construire.

UNE DIFFICILE EUROPÉANISATION

À l'aube de la crise, la Centrafrique intéresse peu l'Union européenne. La Commission y mène des programmes d'aide humanitaire et de coopération au développement, faisant d'elle le premier partenaire du pays. Du côté de la PESC, le Conseil finance les opérations régionales de maintien de la paix. Ce financement reflète une préférence française as-

sortie d'une indifférence de la part des autres Etats membres. Au début de la crise, la France refuse d'intervenir pour sauver le régime de Bozizé puis lorsque les affrontements entre Seleka et anti-balakas s'enveniment. En effet, Paris demeure réticent, car déjà déployé au Mali et envisageant au cours de l'été 2013 de mener des frappes aériennes en Syrie contre le régime de Bachar El-Assad.

À partir de l'automne 2013, face à une situation humanitaire et sécuritaire explosive, terrorisé par le spectre d'un nouveau Rwanda, la France tente de mobiliser la communauté internationale. En tandem avec la commissaire européenne à l'aide humanitaire, Paris ne veut pas faire de la Centrafrique une crise oubliée, mais la France se retrouve seule. L'indifférence américaine et européenne demeure. Obtenant toutefois une résolution du Conseil de Sécurité, Paris déploie l'opération Sangaris. Envisagée au départ comme une opération coup de poing, Sangaris doit rapidement être renforcée et prolongée. Entamé après l'élection du président Touadéra, son retrait progressif doit s'achever en octobre 2016. Le relais est alors transmis à la mission des Nations-Unies : la MINUSCA.

Dès décembre 2013, la France tente de mutualiser Sangaris avec ses partenaires européens, en vain. Les capitales européennes refusent de prendre en charge les coûts de l'opération ou de la mener sous drapeau européen. Ils concèdent toutefois à Paris le déploiement d'une mission PSDC : EUFOR RCA. L'opération vise à contribuer par un appui temporaire, pour une période pouvant aller jusqu'à six mois, à un environnement sécurisé dans la région de Bangui, en vue de passer le relais à l'Union africaine ou le cas échéant aux Nations-Unies. Son mandat est clair, limité dans le temps et l'espace, et pourvu d'une stratégie de sortie. Toutefois, le déploiement de l'opération patine. Pas moins de six conférences de générations de forces sont nécessaires. Nation Cadre, la France fournit le plus grand contingent, mais

les contributions des autres États membres s'égrènent au compte-goutte tandis que le second contributeur n'est autre qu'un pays non membre de l'UE : la Géorgie. La RCA se heurte toujours à l'indifférence des pays européens, d'autant plus que la crise ukrainienne sévit concomitamment.

Prévu pour mars 2014, EUFOR n'atteint sa capacité opérationnelle complète qu'en juin 2014. Chargée de la surveillance de l'aéroport de Bangui et de deux quartiers musulmans de la capitale, l'opération permet de soulager Sangaris qui peut dès lors s'aventurer dans le pays. Après une prolongation de trois mois pour assurer la montée en puissance de la MINUSCA, EUFOR est démontée en mars 2015. Une petite mission PSDC prend le relais. EUMAM RCA est chargée de conseiller les autorités centrafricaines dans leur restructuration de l'armée nationale. Paris a pourtant plaidé pour une opération de formation, mais la France s'est heurtée aux réticences de ses partenaires. À nouveau, la procédure de génération de force s'est révélée laborieuse, la France fournissant le plus grand effort.

EUTM RCA

Après une première année de déploiement d'EUMAM et le retour de l'ordre constitutionnel en Centrafrique, les États membres acceptent l'idée d'une mission de formation de l'armée centrafricaine. Trois conférences de générations de forces sont nécessaires. L'Eurocorps de Strasbourg fournit le contingent de base de la mission. Sur les six membres de l'Eurocorps, seule l'Allemagne choisit de ne pas participer. La France qui fournit la moitié des effectifs, l'Espagne, la Belgique, le Luxembourg et la Pologne sont rejoints par le Portugal et la Roumanie.

S'inscrivant dans le prolongement d'EUMAM RCA, EUTM RCA va dispenser des conseils stratégiques au ministère de la Défense et à l'État-major centrafricain, des cours aux officiers et sous-officiers et des

formations aux militaires. L'objectif vise à rendre les forces armées centrafricaines – FACA – modernes, efficaces, inclusives et démocratiquement responsables. L'ambition est élevée, d'autant plus que la situation de départ est loin d'être proche d'un seul de ces critères. Les modalités pour parvenir à une telle armée doivent encore être définies. À cet égard, il appartient également aux autorités centrafricaines de définir les tâches dévolues au FACA. La mission européenne va d'abord s'atteler à conseiller les Centrafricains et à instruire les FACA au b.a.ba militaire. Une fois les troupes formées, elles pourront appuyer la MINUSCA et la remplacer progressivement.

Déployée en juillet 2016, l'opération est prévue pour une durée de deux ans dès que la capacité opérationnelle complète sera déclarée par le chef de mission. Selon les plans initiaux, un mandat de quatre ans a été recommandé par le SEAE. Les États membres ont préféré un mandat initial de deux ans qui devrait a priori être prolongé de deux années si les premiers résultats sont concluants. Eu égard à l'ampleur de la tâche, l'opération pourrait s'inscrire dans la durée.

RÉFLEXIONS

Primo, la gestion européenne de la crise centrafricaine est avant tout une européanisation française. Par ailleurs, celle-ci s'avère compliquée. Paris réussit difficilement à mobiliser ses partenaires européens. Les missions PSDC ne sont autorisées que du bout des lèvres et les effectifs difficiles à réunir. Seule la France possède une expertise et un intérêt concernant la Centrafrique. Par ailleurs, ce dernier est uniquement motivé par une certaine responsabilité vis-à-vis de son ancienne colonie. La Centrafrique n'est pas ni eldorado commercial ni une place forte stratégique en Afrique. Au final, Paris obtient de ses partenaires européens un blanc-seing permissif assorti de quelques contributions militaires.

Secundo, l'Union européenne de-

meure le premier bailleur de fonds de la Centrafrique. Les missions PSDC participent à l'approche globale européenne vis-à-vis de la crise réunissant aide humanitaire et coopération au développement. Les différents instruments européens sont coordonnés en interne, ainsi qu'avec la MINUSCA. Néanmoins, le pays est absent des priorités européennes, notamment car ses conséquences n'affectent pas l'Union européenne : ni terrorisme, ni immigration. Aucune stratégie n'est prévue pour la Centrafrique ou pour la région.

Tertio, la formation des FACA est une opération de longue haleine et de nombreux défis attendent les formateurs européens. Tout d'abord, les Centrafricains doivent poser eux-mêmes les jalons de la future armée nationale : définition des tâches, recrutement, salaires, modalités de la représentativité nationale notamment. Une fois ces problèmes résolus, demeure la question de l'équipement nécessaire aux FACA pour assumer leurs tâches. Enfin, comment s'assurer que cette formation survivra ? Depuis les indépendances, de nombreuses armées africaines ont été formées par l'étranger, à plusieurs reprises et en Centrafrique notamment. Jusqu'à présent, sans résultat probant. EUTM RCA vise cependant à ne pas former une garde républicaine, mais bien une armée nationale, mais seul l'avenir leur donnera raison. Face aux échecs successifs des formations militaires, il importe de se demander [comment former des armées africaines et surtout pour quoi faire ?](#) À cet égard, EUTM RCA ne pourra être efficace que lorsque les autorités centrafricaines définiront clairement le rôle dévolu au FACA au sein de l'Etat.